

RÉINVENTER
DES POLITIQUES
TERRITORIALES
TRANSFORMATRICES
UN LABORATOIRE D'IDÉES

JUIN 2016



POURQUOI LA VILLE EN COMMUN ?

Le laboratoire d'idées La Ville En Commun a été créé en mai 2015, à la suite à d'échanges entre des élus de villes dont l'orientation est progressiste, des responsables d'administrations territoriales, des professionnels et des chercheurs. Ces échanges se sont tenus dans un climat marqué par des abstentions croissantes aux divers scrutins, témoignant de défiances vis-à-vis de l'action publique et de ses acteurs, la montée du vote d'extrême droite, le recul de l'influence des idéaux de liberté, d'égalité et d'émancipation sociale. De plus, la réforme territoriale, pensée dans un contexte d'austérité, a suscité bien des controverses sur la métropolisation et ses effets, des interrogations sur la démocratie locale et les modes de « gouvernance territoriale », sur la pertinence de concepts concernant l'égalité des territoires, les mutations économiques et environnementales... Les mutations économiques, environnementales, sociétales qui bouleversent la société française obligent à repenser l'action publique et le rapport aux citoyens, pour redonner du sens, de la créativité, et de la vitalité, aux politiques de progrès et de justice sociale.

Face à cette pluralité de défis entremêlés, s'est imposée l'ambition de redonner du sens commun à des politiques territoriales affichant une volonté transformatrice en faveur d'un progrès social, environnemental et économique ainsi qu'à une citoyenneté engagée. Donner à voir le fait que la gestion de la chose publique ne peut être simplement réactive ; approfondir les relations et la concomitance entre projets de société et projets de villes et de territoires ; être conscient que des apports de connaissances nouvelles et des méthodes novatrices, voire disruptives sont nécessaires pour élaborer des stratégies

progressistes de transformation ; c'est tout cela qui a inspiré la création d'un laboratoire d'idées et de recherches-actions qui s'est intitulé La Ville en Commun, dont les objectifs sont les suivants :

- Constituer **un lieu de réflexion**, de production d'idées et de méthodes s'appuyant sur la multiplicité des expériences innovantes, solidaires, professionnelles ou citoyennes et d'économie solidaire se développant en tous lieux et sous toutes les formes, associatives ou coopératives, mais également dans des structures plus institutionnelles, telles les collectivités locales ou leurs groupements.
- **Susciter, recenser et donner accès aux réflexions** sur des sujets tels que la citoyenneté, la dignité, le fait religieux dans l'espace public, l'accès à l'habitat, l'aménagement des territoires, la définition, et la gestion de services publics locaux...
- Offrir des outils liés aux thématiques générales de la vie locale dans le but de **mutualiser des expériences et les réflexions** et de permettre une réappropriation citoyenne des enjeux...
- **Expérimenter** de manière rigoureuse avec les territoires qui le souhaitent certains des résultats des travaux ainsi conduits afin d'en apprécier l'intérêt et la reproductibilité.

Le laboratoire d'idées est indépendant de tout parti ou toute autre association ; il est ouvert à toute personne partageant ses objectifs et intéressée par ses travaux. Il aborde dans ses approches tous les questionnements sociétaux ou politiques que ses adhérents souhaitent traiter.

LES TRAVAUX EN COURS

PEUT-IL EXISTER DES POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES FONDÉES SUR LE CONCEPT DE DIGNITÉ ?

La méthode est originale : il s'agit d'engager un programme de travail du laboratoire d'idées à partir d'une note d'interpellation adressée à des chercheurs et à des professionnels rédigée par un élu Patrice Leclerc, et reposant notamment sur son vécu de maire de Gennevilliers.

Il existe une énorme désagrégation sociale (d'aucuns parlent de « fragmentation ») qui ne recoupe qu'en partie des réalités de classes. Les familles populaires ont disparu de l'espace médiatique, sauf pour être critiquées ou humiliées. Cela se traduit par **un affaiblissement d'un sentiment d'appartenance et des solidarités de classes, voire des divisions au sein du peuple**. On ne fait plus ensemble. Ceci se double d'un éloignement croissant d'avec la classe politique et les systèmes de représentation réputés démocratiques. Il existe un rapport direct perçu entre dignité et citoyenneté. On ne peut que s'interroger à partir de là sur notre capacité à produire du commun.

Cette désagrégation est aussi liée certes à une misère matérielle croissante pour certains, et aussi aux évolutions du travail (mépris affiché et

injustifié des sous-qualifications, double peine du précaire) et des modes de management qui détruisent et humilient. Elle s'accompagne d'une inadéquation des modes de travail militants, tant dans les entreprises que dans les territoires. Mais aussi une désagrégation **des forces politiques qui ne semblent plus capables de faire du commun**. On retrouve sur de nombreux territoires les mêmes constats de droits bafoués, d'humiliations au regard de situations concrètes comme l'habitat, la scolarité, l'accès aux droits, l'accès aux services publics...

À la combattivité s'est substitué le ressentiment, le fait de « ne pas être bien ». **C'est bien la conception de l'individu qui est en cause** ; sur l'identité, les gens se posent en communautés opposées aux autres. Il y a eux et nous, nous en opposition à eux. Il faut nous protéger d'eux. D'où les murs... Peut-on construire du nous qui ne soit pas contre eux ? Construire du commun, du singulier qui soit aussi universel, construire des appartenances. Dans dignité il y a fierté mais aussi égalité, citoyenneté, solidarité.

Pour répondre à une telle interpellation, on mènera en pa-

rallèle trois types de travaux : A - Un approfondissement du champ théorique, tant pour ce qui concerne la « dignité » que pour les concepts auxquels cette notion renvoie.

B - Une observation de situations vécues, pour ce qui touche à la dignité dans le champ de politiques publiques : en particulier pour l'habitat, l'accès aux services et à l'espace public, la citoyenneté et l'accès aux droits. Cette observation se fera à partir de travaux existants. On y ajoutera les résultats d'une étude commandée par la Ville de Gennevilliers sur la jeunesse

C - Un inventaire de pratiques territoriales innovantes susceptibles de porter sur la dignité des personnes émanant soit de territoires, soit d'institutions (du type ACSE), soit d'associations citoyennes.

La suite des travaux sera définie lorsque ces résultats seront disponibles. Il est envisagé de tenter des expérimentations avec des villes volontaires, sur la base des premières conclusions. À noter que certains résultats intermédiaires pourraient faire l'objet de séances de formation-réflexion avec des groupes d'élus.

FINANCEMENT DES MUTATIONS URBAINES

Les collectivités locales sont confrontées d'une part à une raréfaction de leurs moyens, d'autre part à des attentes nouvelles des citoyens en matière d'aménités urbaines, ainsi qu'à des exigences immenses : satisfaire des besoins quantitatifs et qualitatifs en matière de logements, et de services publics locaux, accentuer les actions de développement et de recyclage urbain liées aux mutations sociales et économiques, conduire la transition écologique (transport, isolation des bâtiments, déchets, épuration...), assurer la numérisation de la ville (câblage, nouveaux services...). Ceci, dans un contexte d'accroissement des inégalités sociospatiales et de poches critiques de pauvreté et de précarité. Les besoins sont énormes, avec des situations très diverses entre villes du Nord et villes du Sud, entre mégapoles, métropoles et villes moyennes. Néanmoins le défi est grosso modo le même : répondre à l'indispensable développement urbain avec des moyens financiers restreints.

Or, l'espace urbain est, au moins autant qu'hier, le siège de la richesse : richesse accumulée et lieu de la production de richesse. Même dans un pays comme la France où la puissance publique (État et collectivités territoriales) a une longue tradition dans la conduite des politiques urbaines, **le marché est toujours resté un acteur important. Il tend aujourd'hui à devenir un acteur de premier plan, voir le premier des acteurs** : développement des délégations de services publics, PPP, puissance du génie urbain des majors du BTP, développement de filières intégrées banques/promoteurs et majors... On voit apparaître de plus en plus des propositions « clé en main » de grands groupes pour la conception et la réalisation de quartiers évidemment « durables », voire de morceaux de ville et de villes nouvelles.

La question d'une réflexion nouvelle sur le rapport du public et du privé dans la production et la gestion urbaines prenant en compte l'intérêt général et les problématiques sociales s'impose. Cela fait l'objet d'un séminaire permanent ayant pour but de commencer cette réflexion (4 séances tenues à ce jour). Il se centre essentiellement sur la France et les pays développés, sans oublier néanmoins le contexte international en arrière-plan. Il procède à des auditions de personnalités très diverses, auditions conduites par un groupe témoin composé de membres du Conseil Scientifique de l'association

Il est envisagé à ce stade de produire en un an un « rapport d'interpellation » qui devrait ouvrir des pistes à des solutions novatrices, tant au niveau local qu'au niveau national.

L'INTÉRÊT DES « CARTOGRAPHIES DES POUVOIRS »

Au départ, il s'agissait de se demander quels sont les vrais pouvoirs du politique vis-à-vis des politiques publiques locales ? Quels partages de pouvoirs sont possibles et nécessaires ? Comment agir sur les mutations institutionnelles en cours et sur tous les processus permettant de « faire de la ville autrement » ?

Puis, le point de vue a évolué à la suite de diverses séances de travail menées avec des collectifs citoyens locaux se situant à diverses échelles. On s'est centré sur l'exemple de la métropole parisienne. Et on s'est placé dans un premier temps non pas du point de vue de l'élu, mais de celui du citoyen métropolitain. Quitte à confronter dans un deuxième temps cette appréhension des pouvoirs concernant la métropole parisienne et le Grand Paris à celle qu'en ont les élus.

On s'est inspiré pour cela d'une méthodologie utilisée en sociologie des organisations, à savoir « l'analyse des parties prenantes » aussi appelée « cartographie des pouvoirs » : on a, en ateliers, cherché à cerner quelles sont les possibilités pour le citoyen d'intervenir plus ou moins directement sur les grands enjeux qu'il perçoit comme étant ceux de la métropole.

Cela devrait conduire à **tenter d'instituer des scènes un tant soit peu unifiées où s'expriment des intérêts identifiés, y compris dans leurs contradictions, pour sortir de l'empire du morcellement et du localisme**. Des processus délibératifs pourraient-ils permettre l'expression de la pluralité des intérêts et si possible, à partir de là, produire des visions communes, des consensus, sans verser dans une conception naïve de la démocratie où le consensus serait donné a priori. On est face à des problématiques d'inégalités, de carences spatiales et environnementales... extrêmement prégnantes sur ce territoire. Donc il y a lieu d'agir, et on peut difficilement agir à cette échelle sans un minimum de consensus entre les différentes forces sociales en présence.

Donc, derrière ce travail analytique et expérimental traversé de points de vue multiformes, il s'agit de voir s'il est possible de transcender la gestion de la chose publique territoriale au travers de l'instauration de nouveaux processus démocratiques sortant des cadres usuels.

DES MÉTHODES DE RECHERCHE ORIGINALES

Il s'agit de dépasser les barrières existantes concernant les divers statuts : élu, responsable administratif territorial, chercheur, dirigeant associatif..., et à garder le plus possible le contact avec les habitants concernés et avec des réalités concrètes.

Ceci se traduit par exemple par la participation effective d'élus aux recherches, par des tests de travaux dans des cercles citoyens au fur et à mesure de leur avancement. Tout ce qui favorise la créativité, la liberté de parole hors de toute posture institutionnelle, est systématiquement privilégié. À ce titre l'implication d'artistes ou de personnes apparemment considérées à tort comme éloignées des sujets traités est favorisée.

Cette orientation repose néanmoins sur une sensibilité constante à des méthodologies scientifiques rigoureuses.

UNE PREMIÈRE PUBLICATION

Une première étude : **“Évolution politique et sociodémographique des villes PC et Front De Gauche”** a été réalisée par Roger Martelli (avec le concours de la Fondation Gabriel Péri).

Cette étude a été réalisée grâce à la constitution d'une base de données sociodémographiques et électorales portant sur environ 750 communes qui ont été administrées par un maire communiste ou apparenté entre 2008 et aujourd'hui. Elle porte sur la période 1968-2012 pour ce qui est des données sociodémographiques et sur la période 2002-2015 pour les données électorales.

Extrait des conclusions : **Le cœur des crises locales se trouve placé dans un grand retournement historique : l'espace urbain populaire, toujours divers, avait tendu à s'unifier ; aujourd'hui, les inégalités croissantes figent la diversité en différence**, ne semblant laisser de choix qu'entre l'indifférence aux différences d'un côté, la fascination de la différence pour la différence de l'autre côté. Les catégories populaires sont là, mais il n'y plus de groupe central qui serve de support à leur relative unification.

C'est donc la question de la possibilité ou de l'impossibilité d'inverser cette tendance contemporaine à la fragmentation qui est au cœur de la recherche d'alternatives. Pour l'instant n'existent que deux grands modèles de gestion de cette fragmentation à l'intérieur du système financier dominant : **d'un côté, le parti pris aujourd'hui dominant de la concurrence** (la compétitivité et l'attractivité des territoires) et de l'ordre sécuritaire et technocratique qui est au cœur des projets libéraux et sociaux-libéraux ; **d'un autre côté, la valorisation d'un républicanisme répétitif et souvent incantatoire** qui ne semble guère en mesure de surmonter les pentes étatistes qui firent sa force hier et qui contredisent aujourd'hui le troisième parti pris possible : celui de l'émancipation.

Comment, dans des territoires mouvants, travaillés par les inégalités, redonner du sens commun à des populations qui ne savent plus regarder ensemble l'avenir ?

Les tableaux statistiques élaborés à partir de la base de données constituée montrent un espace communal de moindre dynamisme démographique, qui souffre d'un manque d'attractivité globale, dont la sociologie se rapproche de la moyenne nationale et où la gauche tend à s'affaiblir et à se dissocier. Tout, dans cette situation, ne relève pas des seuls effets nationaux. L'écologie territoriale joue un rôle structurant non négligeable. Ainsi, la capacité à penser la dynamique urbaine moderne et, dans ce cadre, la possibilité de définir les conditions de politiques locales innovantes, populaires, nourries des valeurs de la gauche historique, pèseront lourdement dans la balance dans les prochaines années.

Étude téléchargeable sur le site ville-en-commun.net